

Rapport 2013 sur le terrorisme

Chapitre 1 Évaluation stratégique

Al-Qaeda et ses associés et ses adhérents à travers le monde continuent de constituer une menace sérieuse pour les États-Unis, ses alliés et ses intérêts. Bien que la communauté internationale ait sérieusement affaibli la direction de ce groupe, il convient de relever que la menace terroriste a évolué. La perte de chefs au Pakistan, associée à la faible gouvernance et à l'instabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, a accéléré la décentralisation du mouvement et a conduit les associés du réseau à devenir opérationnellement plus autonome par rapport à la direction centrale du mouvement et de mettre de plus en plus l'accent sur les objectifs nationaux et régionaux. Au cours des dernières années, on a assisté à l'émergence de groupes associés à Al-Qaeda qui affichent une plus grande agressivité; et les groupes ayant la même optique, notamment ceux du Yémen, de la Syrie, de l'Irak, de l'Afrique du Nord ouest et de la Somalie.

Les dirigeants d'Al-Qaeda ont du mal à maintenir la cohésion au sein du réseau et à communiquer des orientations aux groupes qui leur sont affiliés. Le cadre, Ayman al-Zawahiri, fut houspillé lorsqu'il a tenté de jouer les médiateurs dans une dispute entre leurs affiliés en Syrie - le Front Al-Nosra et Al-Qaeda en Irak, qui s'appelle désormais l'État islamique en Irak et au Levant - ce qui a conduit à l'exclusion de l'EILLdu réseau Al-Qaeda en février 2014. En outre, la note d'orientation publiée par Zawahiri en 2013 à l'intention de ses affiliés dans l'optique d'éviter des dommages collatéraux ne fut pas respectée de manière cavalière, notamment par les attaques perpétrées par les affiliés d'Al-Qaeda contre des pèlerins civils en Irak, le personnel médical et des patients convalescents au Yémen, ainsi que contre des familles dans un centre commercial au Kenya.

En 2013, la violence terroriste fut motivée par des motivations sectaires, constituant ainsi un tendance inquiétante, et notamment en Syrie, au Liban et au Pakistan, où les victimes de cette violence étaient principalement des civils. Des milliers de combattants extrémistes se sont rendus en Syrie au cours de l'année, parmi eux, une grande proportion serait motivée par une vision inter-confessionnelle du conflit et un désir de protéger les Sunnites contre le régime Alawite d'Assad. Dans le camp opposé, l'Iran, le Hezbollah et les autres milices chiites continuent à fournir un soutien important au régime d'Assad, stimulant de manière importante ses capacités et aggravant la situation. Nombre de ces combattants sont également motivés par une vision inter-confessionnelle du conflit et un désir de protéger la communauté musulmane chiite contre les extrémistes Sunnites.

La relation entre les principaux cadres et ses affiliés se déroule aussi dans le domaine financier. Tel que fut le cas au cours des dernières années, des affiliés ont augmenté leur indépendance financière au travers des rapt visant à obtenir des rançons et d'autres activités criminelles, telles que l'extorsion et la fraude des cartes de crédit. Al-Qaïda dans la Péninsule arabique (AQPA) et Al-Qaïda dans le Magreb islamique (AQMI) sont particulièrement efficaces dans les rapt pour obtenir des rançons et ils utilisent le fruit des rançons pour financer l'ensemble de leurs activités. Les cibles de rapt sont généralement des citoyens occidentaux en provenance des pays ou des tierces parties qui ont créé un précédent de payer des rançons pour la libération des captifs.

Les dons fournis par des ressortissants du Golfe sont également une source majeure de financement pour les groupes terroristes sunnites, notamment pour ceux opérant en Syrie.

En 2013, des extrémistes violents ont augmenté leur utilisation des nouvelles plateformes de l'information, ainsi que les média sociaux avec des résultats mitigés. Les plateformes de média sociaux ont permis à des groupes extrémistes violents de diffuser des messages plus rapidement, mais la confusion et les contradictions entre les différents messagers au sein de ces mouvements sont de plus en plus courantes. De manière croissante, les extrémistes violents actuels et antérieurs s'impliquent sur la toile au travers d'une diversité d'opinions sur les tactiques et la stratégie, y compris en reconnaissant avoir commis des forfaits ou en se rétractant de leurs anciennes croyances et actions.

Principales tendances du terrorisme en 2013

--La menace terroriste a continué d'évoluer rapidement en 2013 avec un nombre grandissant de groupes autour du monde – y compris les affiliés d'Al-Qaeda et les autres organisations terroristes – qui constituent ainsi une menace pour les États-Unis, ses alliés et leurs intérêts.

--Suite aux efforts permanents menés à travers le monde contre la nébuleuse, associés aux pertes des principaux cadres, les principaux cadres d'Al-Qaeda ont été affaiblis, réduisant ainsi leur capacité à conduire des attaques et diriger leurs adeptes. Par conséquent, l'année 2013 a connu l'émergence d'affiliés d'Al-Qaeda de plus en plus autonomes et agressifs et de groupes ayant la même vision au Moyen-Orient et en Afrique qui profitent de la faible gouvernance et de l'instabilité dans ces régions pour élargir et approfondir leurs opérations.

--Le chef d'Al-Qaeda, Ayman al-Zawahiri, a eu du mal à maintenir son influence à travers sa nébuleuse et a été houspillé dans ses tentatives d'entreprendre une médiation lors d'un conflit qui a opposé des affidés d'Al-Qaeda opérant en Syrie, avec l'EILL en se dissociant publiquement de la nébuleuse. La lettre publiée par Zawahiri en 2013 à l'intention de ses affidés dans l'optique d'éviter des dommages collatéraux fut ignorée de manière systématique, notamment en augmentant les attaques violentes perpétrées par ces affiliés d'Al-Qaeda contre des civils.

--La Syrie continue de constituer le principal champ d'opérations du terrorisme pour les deux camps et demeure la zone qui procure le plus de préoccupations à long terme. Des milliers de combattants se rendent en Syrie pour participer à la lutte contre le régime d'Assad – certains se

joignent à des groupes extrémistes violents – tandis que l'Iran, le Hezbollah et d'autres milices chiites fournissent un soutien multiforme vital au régime syrien. Le conflit syrien a également permis à l'EIIL d'étendre ses opérations au-delà des frontières syrienne et d'augmenter les attaques contre les civils irakiens et les cibles gouvernementales en 2013.

En 2013, la violence terroriste a été alimentée de manière croissante par des motivations inter-confessionnelles, constituant ainsi une tendance inquiétante, non seulement en Syrie, mais également au Liban et au Pakistan.

--Les groupes terroristes sont impliqués dans diverses activités criminelles qui leur permettent d'obtenir les fonds, et les raptés avec demande de rançon demeurent la source plus fréquente et la plus rentable des financements illicites. Les dons fournis par des ressortissants du Golfe sont également une source majeure de financement pour les groupes terroristes sunnites, notamment pour ceux opérant en Syrie.

--Des terroristes violents "solidaires" ont également continué à constituer une menace sérieuse, tel qu'illustré par les attentats près de la d'arrivée du Marathon de Boston où trois personnes ont perdu leur vie et blessé 264 personnes environ.

--De nombreux autres groupes terroristes n'ayant aucun lien avec Al-Qaeda ont perpétré des attentats en 2013, y compris le Front de la libération populaire (DHKP/C) qui a perpétré des attentats contre des sites importants l'année dernière, y compris un attentat suicide le 1er février contre l'Ambassade des États-Unis à Ankara, Turquie.

* * *

Bien que les principaux cadres d'Al-Qaida au Pakistan soient très affaiblis, Ayman al-Zawahiri, demeure le chef idéologique reconnu d'un mouvement djihadiste qui comprend des groupes affiliés et alliés à travers le monde. Parallèlement à Al-Qaida, les talibans afghans, le réseau Haqqani, Tehrik-e Taliban Pakistan (TTP - mouvement des talibans pakistanais), et d'autres groupes ayant la même vision continuent de mener des opérations contre les intérêts des États-Unis, de la Coalition, de l'Afghanistan et du Pakistan, à partir des refuges des deux côtés de la frontière pakistano-afghane, et au Pakistan, des groupes terroristes et des alliés d'Al-Qaida, tels que le TTP, ont mené des attaques armées contre non seulement des postes de police, des tribunaux, des postes frontières et des convois militaires, mais également contre des équipes de vaccination et des travailleurs humanitaires. D'autres organisations terroristes de l'Asie du Sud-est, y compris, Lashkar e-Tayyoba (LeT) considèrent que les intérêts américains sont des cibles d'attaque appropriées. LeT, le groupe responsable des attentats de Mumbai en 2008, continue de constituer une menace pour la stabilité de la région.

AQPA a mené une centaine d'attentats environ au Yémen en 2013, y compris des attentats suicides, des attentats à la voiture piégée, des embuscades, des raptés et des assassinats ciblés, reprenant ainsi l'initiative qu'il avait perdue au cours de l'année 2012, suite aux efforts considérables du gouvernement dans la lutte contre le terrorisme. De toutes les franchises locales d'Al-Qaeda, AQPA continue de poser la plus grande menace pour les États-Unis et les

Américains, ainsi que pour leurs intérêts au Yémen. AQPA fait preuve d'une motivation continue de nuire aux États-Unis, à compter du mois de décembre 2009 lorsqu'il a effectué un attentat contre un avion à destination de Détroit, et une fois de plus, l'année suivante, dans le cadre d'un attentat visant la destruction de plusieurs avions à destination des États-Unis, à l'aide de bombes à retardement qui devaient détonner dans la soute à bagages. En 2013, le chef d'AQPA, Nasir Wahishi, fut désigné l'adjoint au chef de la nébuleuse terroriste par ce dernier et le groupe continue à mettre l'accent sur les cibles occidentales.

Quelques milliers de combattants venus du monde entier et qui se convergent vers la Syrie pour lutter contre le régime Assad - particulièrement à partir du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Asie centrale, ainsi que l'Europe de l'Est et de l'Ouest - se joignent à des groupes extrémistes violents, y compris le Front Al-Nosra et l'EIL. Nombre de gouvernements clés sont de plus en plus préoccupés que des personnes ayant des liens avec des groupes radicaux violents et une expérience de la guerre rentrent dans leur pays ou ailleurs pour commettre des actes terroristes. L'échelle de ce problème est source de préoccupation en ce qui concerne l'émergence d'une nouvelle génération de terroristes mondialement engagés, semblable à ce qui a donné lieu à l'arrivée massive d'extrémistes violents en Afghanistan dans les années 1980.

La violence et le désordre qui persistent en Syrie sont appropriés par les différents groupes radicaux violents opérant au sein de l'opposition syrienne. En fin 2013 et au début de l'année 2014, des querrelles intestines violentes sont survenues entre le Front Al-Nosra et l'EIL, causant ainsi le décès en février de l'envoyé d'Ayman al-Zawahiri en Syrie, Abu Khalid.

al-Soury qui était un membre d'Ahrar al Sham. Malgré cette guerre intestine, EIL est la faction la plus forte depuis sa ascension en 2006, il exploite la frustration politique des populations sunnites et un faible environnement sanitaire en Irak, ainsi que le conflit persistant en Syrie pour augmenter le rythme et la complexité de ses attaques. L'EIL continue, de manière routinière et non discriminatoire, à cibler des innocents sans défense, y compris les pèlerins, et se livre à de violentes représailles contre les habitants locaux.

En 2013, AQMI a mené des attaques contre des cibles locales et régionales et concentré ses efforts en particulier sur les opérations de rapt avec paiement de rançon. Bien que le succès de l'intervention des forces française et africaine ait brisé les efforts d'invasion du Nord Mali par AQMI et plusieurs groupes associés, ces factions continuent de mener des attaques contre les forces de sécurité régionales, les cibles de l'administration locale, et les occidentaux au Nord Mali, au Niger et dans l'ensemble de la région sahélienne en 2013.

Initialement membre d'AQMI, le Bataillon al-Mulathamoun (AMB), également connu sous le nom de al-Murabitoun, est devenue une organisation indépendante à la fin des années 2012 après l'annonce de la scission par son chef Mokhtar Belmokhtar. AMB a revendiqué les attentats de janvier 2013 contre l'usine de traitement de gaz de Tiguentourine, près de la localité de In Amena, au Sud-Est de l'Algérie. Plus de 800 personnes avaient été prises en otage pendant le siège de quatre jours qui s'est soldé par la mort de 39 civils, y compris trois citoyens américains. Il a été impliqué dans des attentats terroristes menés au Niger en mai 2013, contre une base militaire et une mine d'uranium appartenant à une entreprise française.

Des groupes se désignant Ansar al-Charia en Tunisie et dans les villes libyennes de Benghazi et de Darnah ont également mené des opérations en Afrique du Nord. Les trois partagent des éléments similaires à l'idéologie d'Al-Qaeda, mais ils n'y sont formellement affiliés et concentrent leurs efforts de manière générale au plan local. En Libye, la menace terroriste contre les intérêts occidentaux et libyen demeure forte, notamment à l'est du pays. Des frontières poreuses, la faiblesse des structures de sécurité naissantes et une grande quantité d'armes de petits calibres en circulation créent en Libye un terrain favorable aux extrémistes violents. En Tunisie, Ansar al-Charia a mené des attentats suicides contre deux sites touristiques en fin du mois d'octobre 2013 et a tué un membre de l'opposition en juillet de la même année, montrant ainsi que le groupe demeure focalisé à cibler les intérêts occidentaux et tunisien.

En Afrique de l'Est, al-Shabaab continue de constituer une menace importante malgré la pression permanente exercée par les forces africaines de l'AMISOM et l'évolution fiable de la mise en place d'un gouvernement crédible en Somalie. Il convient peut-être de relever que ces mesures positives auraient poussé al-Shabaab à mené des attentats contre ceux qui participent à l'effort de stabilisation de la Somalie. En septembre 2013, al-Shabaab a frappé hors de la Somalie (son premier attentat à l'extérieur remonte à juillet 2010 à Kampala, en Ouganda), en attaquant le centre commercial Westgate Mall à Nairobi au Kenya. Cette attaque a causé le décès de 65 civils au moins, y compris des étrangers représentant 13 nationalités, six soldats et policiers ; et des traumatismes à des centaines d'autres. Les attentats d'al-Shabaab sur le territoire somalien ont continué en 2013, et causé le décès de centaines de personnes, y compris des femmes et des enfants innocents.

En 2013, Boko Haram a mené un rythme opérationnel élevé, ainsi que des rapt, des tueries, des attentats à la bombe, des attentats contre des cibles civils et militaires au Nord du Nigéria, causant ainsi de nombreux décès, blessés et destructions de biens. Le nombre et la sophistication de ses attentats sont inquiétants et tandis que le groupe met l'accent principalement sur les questions nigérianes et les acteurs locaux, il existe des rapports qui font état des soutiens financiers et en terme de formation qu'il reçoit d'autres extrémistes violents dans la région du Sahel. Boko Haram, ainsi qu'un groupe dissident généralement connu sous le nom d'Ansaru, ont traversé les frontières en direction du Cameroun, du Tchad et du Niger en vue d'éviter la pression et mener des opérations.

Les organisations terroristes palestiniennes de la bande de Gaza sous contrôle du Hamas ont continué les attentats à la roquette et au mortier sur le territoire israélien. Le nombre de roquettes et de mortiers lancés vers Israël, à partir de Gaza et du Sinaï, a été le plus bas en 2013 sur une décennie, avec 74 tirs contre 2557 en 2012. Selon les autorités israéliennes, 36 impacts de roquettes ont été identifiés sur leur territoire en 2013, comparativement à 1632 en 2012. Sur les 74 tirs contre le Sud d'Israël, 69 furent lancés à partir de Gaza et cinq à partir de la Péninsule du Sinaï.

Les groupes basés au Sinaï, tels qu'Ansar Beit al Magdis, continuent également de constituer une menace grave, en conduisant des attentats contre des cibles israéliennes et égyptiennes en 2013.

Depuis 2012, les États-Unis ont également observé en Iran un regain d'activité chez l'Unité Qods du Corps des gardiens de la révolution islamique, le ministère iranien du Renseignement et de la sécurité, et chez l'allié de Téhéran, Hezbollah. Le 23 janvier 2013, les gardes côtes yéménites ont intercepté un boutre iranien transportant des armes et des explosifs éventuellement destinés aux rebelles Houthi. Le 5 février 2013, le gouvernement bulgare a publiquement annoncé l'implication du Hezbollah dans l'attentat de Burgas de juillet 2012 qui a tué cinq Israéliens et un Bulgare, et en a blessé 32 autres. Le 21 mars 2013, un tribunal chypriote a établi la culpabilité d'un agent du Hezbollah pour activités d'espionnage contre des cibles touristiques israéliennes en 2012. Le 18 septembre 2013, la Thaïlande a condamné Atris Hussein, un agent du Hezbollah arrêté par les autorités thaïlandaises en janvier 2012. Le 30 décembre 2013, les gardes côtes de Bahreïn ont intercepté une navette qui essayait de faire passer clandestinement des armes et des explosifs d'origine iranienne éventuellement destinés aux rebelles chiites. Pendant l'interrogatoire, les suspects ont admis avoir suivi une formation paramilitaire en Iran.

Le 22 juin 2013, le Conseil de coopération du Golfe a déclaré qu'il traitera le Hezbollah comme une organisation terroriste. Le 22 juillet 2013, l'Union européenne a désigné "le bras militaire" du Hezbollah en tant qu'organisation terroriste, envoyant ainsi un message fort au Hezbollah qu'il ne peut opérer avec impunité. Le Hezbollah et l'Iran ont fait des déclarations publiques pour dénoncer l'action de l'UE, relevant ainsi l'impact de la sanction. La sanction européenne réduira la capacité du Hezbollah à opérer librement en Europe en permettant aux agences de sécurité européennes de lutter contre ses activités de levée des fonds, de logistique et de planification d'attentats sur le sol européen.

L'Iran demeure l'un des principaux soutiens externes du régime Assad en Syrie et continue de pérenniser à sa survie. L'Unité Qods du Corps des gardiens de la révolution, le Hezbollah et les groupes terroristes chiites ont augmenté leurs effectifs en Syrie depuis le début du conflit. L'Iran continue également d'envoyer des armes en Syrie, souvent en utilisant l'espace aérien irakien, en violation de l'interdiction du Conseil de sécurité de l'ONU lui interdisant la vente ou le transfert d'armes et d'équipements connexes.

Bien que le terrorisme mené par des acteurs non étatiques liés à Al-Qaeda et celui étatique en provenance d'Iran demeure la principale préoccupation pour les États-Unis, d'autres formes de terrorisme ont fragilisé la paix et la sécurité à travers le monde. En Turquie, le DHPK/C est responsable d'un nombre élevé d'attentats importants en 2013, y compris la détonation d'une ceinture d'explosifs au niveau de l'entrée de service de l'Ambassade des États-Unis à Ankara le 1^{er} février. Les anarchistes grecs ont mené des attentats périodiques contre des sociétés privées, des missions étrangères et des symboles de l'État. En Colombie, on enregistre encore des centaines d'incidents terroristes à travers le pays. En Irlande du Nord, les groupes républicains dissidents continuent leur campagne de violence. Des terroristes violents "solidaires" demeurent également une préoccupation, tel que cela a été vécu le 15 avril 2013 aux États-Unis où deux radicalistes violents ont fait exploser deux bombes artisanales près de la ligne d'arrivée du Marathon de Boston où trois personnes ont perdu leur vie et 264 personnes environ ont été blessées.

* * *

Pour relever les défis ainsi identifiés, la réponse au terrorisme ne peut dépendre de l'armée ou des agences de sécurité uniquement. Nous sommes engagés dans un effort gouvernemental de lutte contre le terrorisme qui met l'accent sur l'éradication de l'extrémisme violent, le renforcement des capacités des forces de sécurité des nations partenaires en vue de contrer les menaces qui interviennent à l'intérieur de leurs frontières et de participer aux opérations régionales de lutte contre le terrorisme, et le renforcement des relations avec nos partenaires à travers le monde dans l'optique de faire de l'état de droit un élément essentiel d'une initiative multisectorielle et globale de lutte contre le terrorisme. Voir le Chapitre 5 : Refuges des terroristes (Rapport 7120) - dans ce rapport pour plus d'informations supplémentaires sur ces initiatives qui portent également sur la désignation des organisations terroristes étrangères et des terroristes, la lutte contre le discours extrémiste et violent, le renforcement des efforts de lutte contre le financement du terrorisme et le renforcement des initiatives nationales telles que le Forum mondial sur la lutte contre le terrorisme.

Chapitre 2

Rapport sur les zones géographiques

AFRIQUE

L'Afrique a connu un niveau de terrorisme élevé au cours de l'année 2013. En Afrique de l'Est, le groupe terroriste, basé en Somalie, Al-Shabaab, demeure la principale menace terroriste. Les forces de sécurité somaliennes et la Mission de l'UA en Somalie (AMISOM) ont continué à engranger des victoires contre des Al-Shabaab en 2013, mais une incapacité à mener des offensives continues contre le groupe a permis à cette organisation terroriste de mettre sur pied et de mener des attentats asymétriques, hors de la Somalie. Le plus remarquable, Al-Shabaab a mené un attentat contre le Westgate Mall à Nairobi, Kenya le 21 septembre, où 65 personnes ont perdu la vie. L'attentat qui a visé des civils innocents fut revendiqué par les Al-Shabaab comme une réponse à l'implication des forces armées kenyennes en Somalie, qui en fin 2012 ont chassé les Al-Shabaab du port de la ville de Kismayo qui était l'une de leurs principales sources de revenus. Ils ont également lancé des menaces contre les pays contributeurs de troupes de l'AMISOM. Chassés des principaux centres urbains, les Al-Shabaab sont revenus à une stratégie axée sur des attentats asymétriques visant à discréditer et à déstabiliser le jeune Gouvernement fédéral de Somalie. En 2013, les États-Unis ont continué à soutenir l'AMISOM et la mise en place d'un gouvernement somalien stable et ils se sont également employés à améliorer la capacité de lutte anti-terroriste de la Somalie et d'autres pays de la région.

Différents pays de l'Afrique de l'Est ont continué à détecter, dissuader, perturber, enquêter et juger des incidents terroristes ; augmenter les efforts nationaux et régionaux en vue de renforcer la sécurité transfrontalière ; et créer des stratégies intégrées et spécialisées de lutte anti-terroriste. La coopération en matière de lutte anti-terroriste dans la région a été stimulée par l'attentat du centre commercial Westgate, car les nations ont commencé à examiner leurs procédures de réponse face à des attentats contre des cibles faciles.

En Afrique de l'Ouest, un conflit subsiste à travers la partie septentrionale du Nigéria où Boko Haram et ses affidés commettent des centaines d'attentats, qui ont causé, selon certaines sources, la mort de plus d'un millier de personnes en 2013 uniquement. Cette violence s'est étendue, selon toute évidence, dans les pays voisins que sont le Cameroun, le Tchad et le Niger.

Les forces françaises et la coalition africaine ont repoussé avec succès les efforts d'Al-Qaïda dans le Maghreb islamique (AQMI) et d'autres groupes extrémistes violents et ont pris contrôle du Nord Mali. En août, des élections se sont tenues avec succès au Mali et une force africaine de maintien de la paix opère sur le terrain avec le soutien des Occidentaux dans l'optique de restaurer la stabilité et la gouvernance dans le pays. La France et d'autres partenaires internationaux continuent de contribuer les forces dans la région en vue d'aider le gouvernement malien dans la reconstruction et à empêcher les menaces terroristes. En 2013, les Occidentaux ont focalisé leurs efforts sur le renforcement de la sécurité transfrontalière, sur le partage du renseignement et la coopération au niveau régional et sur la lutte contre l'extrémisme violent en vue d'accroître la capacité de lutte anti-terroriste des pays de la région.

PARTENARIAT TRANSSAHARIEN DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Mis en place en 2005, le Partenariat transsaharien pour la lutte contre le terrorisme est un programme pluriannuel, polyvalent, financé et mis en œuvre par les États-Unis en vue de renforcer les capacités des acteurs militaires, sécuritaires et civils en Afrique du nord et de l'ouest, pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Les domaines d'appui sont : (1) dotation des armées de l'Afrique du Nord et de l'Ouest en capacités et renforcement de ces capacités pour la conduite des opérations anti-terroristes ; (2) intégration de la capacité des armées de l'Afrique du Nord et de l'Ouest et d'autres partenaires d'appui à collaborer sur le plan régional en matière de lutte contre le terrorisme ; (3) amélioration de la capacité sécuritaire des différents pays à surveiller, contrôler et interdire les mouvements terroristes ; (4) renforcement de l'État de droit, y compris l'accès à la justice et la capacité des forces de maintien de l'ordre à détecter, perturber, réagir, enquêter et juger les activités terroristes ; (5) surveillance et lutte contre le financement du terrorisme (tel que le financement lié au rapt pour le paiement de rançon) ; et (6) réduction de la sympathie et du soutien dont bénéficie l'extrémisme violent au sein des communautés.

Les partenaires du TSCP sont l'Algérie, le Burkina Faso, le Cameroun (qui a adhéré en 2014), le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et la Tunisie.

Le Partenariat a réussi à renforcer les capacités et la coopération malgré les échecs causés par des coups d'État, les rébellions ethniques et les actions extra-constitutionnelles qui ont interrompu les activités et les progrès réalisés avec certains pays partenaires. Par exemple, la formation et le matériel offerts par les États-Unis ont permis à la Mauritanie de surveiller ses frontières avec le Mali et de soutenir des unités de l'armée professionnelle dans le cadre des opérations menés contre AQMI. Dans le même ordre d'idées, la formation et le matériel dont a bénéficié le Niger lui ont permis de protéger ses frontières et de répondre aux incidents terroristes. Bien que l'aide fournie au Mali dans le cadre du Partenariat fut suspendu à la suite du coup d'État militaire de mars 2012 qui renversa un gouvernement démocratiquement élu, cette suspension a pris le 6 septembre 2013, à la suite de la tenue réussie d'élections dans le pays.

Plusieurs programmes du TSCTP ont permis de combattre la radicalisation de l'extrémisme violent et le recrutement des jeunes, grâce à des sessions de sensibilisation et de formation en Algérie et au Maroc, ainsi qu'au travers de vastes programmes d'emploi et de sensibilisation des jeunes, de développement communautaire et d'activités médiatiques au Niger, au Burkina Faso et au Tchad.

Partenariat de lutte contre le terrorisme pour la région de l'Afrique orientale

Mis en place en 2009, le Partenariat de lutte antiterroriste est un programme pluriannuel, polyvalent, financé et mis en œuvre par les États-Unis en vue de renforcer les capacités des acteurs militaires, sécuritaires et civils en Afrique de l'est, pour combattre le terrorisme et l'extrémisme violent. Il a recours aux ressources du maintien de l'ordre, de l'armée et du développement pour atteindre ses objectifs stratégiques, notamment (1) la réduction de la capacité opérationnelles des réseaux terroristes, (2) le développement d'un cadre législatif de lutte contre le terrorisme dans les nations partenaires, (3) le renforcement de la sécurité transfrontalière, (4) la lutte contre le financement du terrorisme et (5) la réduction de l'appel à la

radicalisation et du recrutement à l'extrémisme violent. Les membres du PRACT sont le Burundi, les Comores, Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda, les Seychelles, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud, la Tanzanie et l'Ouganda.

En 2013, le gouvernement américain, au travers du PRACT, a continué à renforcer la capacité et la résilience des gouvernements de l'Afrique orientale à contenir la diffusion et à stopper la menace constituée par Al-Qaïda, Al-Shabaab et d'autres organisations extrémistes violents. Le Partenariat appuie les efforts déployés par le Gouvernement des États-Unis pour la promotion de la stabilité et de la gouvernance en Somalie, y compris le soutien à l'AMISOM. Par exemple, la formation et le matériel offerts par les États-Unis ont permis à Djibouti de surveiller ses frontières terrestres et maritimes avec la Somalie et de soutenir des unités de l'armée professionnelle dans le cadre des opérations menés contre Al-Shabaab. Dans le même ordre d'idées, la formation et le matériel dont a bénéficié le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, y compris des véhicules d'infanterie légers, le renseignement technique et leurs unités de réponse de crise ont soutenu les efforts du Niger visant à protéger ses frontières et à répondre aux incidents terroristes.

SENEGAL

Synthèse: Le Sénégal est membre du Partenariat transsaharien de lutte contre le terrorisme (TSCTP). Répondre à la crise au Mali et lutter contre l'extrémisme violent faisaient partie des plus hautes priorités du gouvernement du Sénégal en matière de politique étrangère en 2013. La contribution du Sénégal à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) s'est élevée à plus de 900 membres et le Sénégal a œuvré au renforcement des capacités de la police, de la gendarmerie, des renseignements et des forces armées dans le cadre de la lutte contre les menaces terroristes. En juin 2013, le ministre de l'Intérieur du Sénégal, le Général Pathé Seck, a annoncé la mise en place d'un plan "Kaaraange" (Protection, en wolof), pour anticiper et prévenir les menaces des groupes terroristes. Ce plan triennal sera un effort conjoint de la police et de la gendarmerie, qui bénéficiera de l'appui de la France. En novembre 2013, le président Macky Sall a également publiquement demandé que les Forces armées sénégalaises soient particulièrement attentives à la lutte contre le terrorisme.

Le gouvernement a travaillé étroitement avec les militaires et les personnels américains chargés de l'application de la loi au renforcement de leurs capacités en matière de lutte contre le terrorisme. Le risque d'extrémisme violent et d'activité terroriste au Sénégal s'est accru en 2013 suite aux menaces publiques contre le pays par des organisations terroristes dans le nord du Mali. Si les activités terroristes ont été moins importantes que dans d'autres parties du Sahel, le gouvernement du Sénégal est toujours préoccupé par le fait que des organisations terroristes traversaient les frontières poreuses et entraient dans le pays.

Législation, Application de la loi et Sécurité des frontières: En 2007, le gouvernement du Sénégal a amendé son Code pénal pour criminaliser les actes terroristes tels que définis par la Convention de l'Organisation de l'Unité africaine sur la Prévention et la Lutte contre le Terrorisme. De plus, 12 articles séparés du Code pénal permettent au gouvernement du Sénégal de poursuivre en justice les activités terroristes.

Le ministère de la Justice du Sénégal a fait des améliorations positives au niveau de l'efficacité du système judiciaire en 2013, notamment en rétablissant la Cour de Répression contre l'Enrichissement illicite (CREI), chargée de juger les affaires de corruption. Les efforts de renforcement des systèmes de justice pénale au Sénégal ont notamment pris la forme de sessions de formation pour le personnel chargé de l'application de la loi et les hauts fonctionnaires, axées sur les enquêtes criminelles, la sécurité aux frontières, la cybercriminalité et les enlèvements contre rançon. Plusieurs agents sénégalais ont bénéficié d'une formation aux Etats-Unis auprès du FBI et du *Federal Law Enforcement Training Center* notamment.

La gendarmerie, la police nationale et la police judiciaire du Sénégal n'ont pas suffisamment de capacités et de ressources pour détecter, empêcher et prévenir les actes de terrorisme sur le territoire sénégalais. Le Sénégal a œuvré au renforcement de ses capacités en matière d'application de la loi en participant à des sessions de formation multilatérales organisées par le GCTF (Forum de lutte contre le terrorisme mondial), l'UA et la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Le programme d'aide à la lutte contre le terrorisme (ATA) du département d'Etat américain a offert des formations et des équipements permettant de renforcer les capacités d'enquête et de sécurisation des frontières du Sénégal. A travers l'Initiative stratégique régionale (RSI), ATA a contribué à la création d'une Unité d'enquête sur la cybercriminalité avec la Division des enquêtes criminelles (DIC) de la Police nationale sénégalaise. Les agents chargés de l'application de la loi au Sénégal ont régulièrement suivi des sessions à l'*International Law Enforcement Academy* de Gaborone, au Botswana, et ont activement participé à la formation du département d'Etat américain dispensée dans son Centre de formation régionale d'Accra, au Ghana.

Les agents sénégalais des services compétents ont identifié l'insuffisance des ressources aux frontières et le manque de coopération régionale comme des vulnérabilités en matière de sécurité. En juillet, le Sénégal a commencé à exiger des visas biométriques pour tous les non-ressortissants de la CEDEAO entrant dans le pays. Le Sénégal met en œuvre un Système d'Identification automatisé des empreintes digitales (AFIS) avec l'appui des Etats-Unis et collecte des cartes individuelles d'information aux frontières. Les Etats-Unis ont formé les agents sénégalais chargés du contrôle des frontières et les représentants des compagnies aériennes à l'identification des documents de voyage contrefaits et falsifiés.

Si le Sénégal a renforcé les critères d'entrée dans le principal aéroport du pays - à Dakar - le passage des frontières dans le reste du territoire, par voie terrestre et maritime, est très peu, voire pas surveillé. Les Etats-Unis ont dispensé des sessions de formation relatives à la sécurité des frontières, notamment des cours sur l'interdiction et la sécurité aux frontières qui se sont déroulés aux Etats-Unis et en Afrique de l'Ouest, et une formation pour lutter contre les voies de

la prolifération, afin d'aider à identifier les éventuelles voies illicites utilisées par les personnes ou les groupes pour déplacer des marchandises illégales à travers les frontières internationales.

Des actions significatives en matière d'application de la loi ont eu lieu en 2013 contre des terroristes ou des groupes terroristes, notamment l'arrestation d'Imam Babacar Dianko. Une enquête a révélé que Dianko avait des liens avec le groupe terroriste Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao).

La corruption et le manque d'infrastructures freinent l'efficacité de l'application de la loi et de la sécurité des frontières au Sénégal, de même que le manque chronique d'équipement et l'incapacité des autorités à maintenir leurs stocks actuels.

Lutte contre le financement du terrorisme: Le Sénégal est membre du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), un organe régional de style Groupe d'action financière (GAFI). Récemment, une typologie sur le financement du terrorisme du GAFI/GIABA pour l'Afrique de l'Ouest comprenait plusieurs études de cas pris au Sénégal. Ces études de cas portaient notamment sur le soutien apporté aux terroristes par le biais d'abus dans le secteur immobilier, l'abus des *hawaladars* pour financer les extrémismes violents et l'utilisation de personnes politiquement exposées pour transférer des fonds terroristes.

Le Sénégal est exploité par divers acteurs illicites qui cherchent à accéder à l'Afrique de l'Ouest, l'Europe et l'Amérique du Sud. Il est probable que le blanchiment d'argent basé sur le commerce et l'utilisation des moyens de paiement mobiles sont exploités par tout un éventail d'acteurs illicites, y compris des financiers du terrorisme.

Au niveau régional, le Sénégal a mis en œuvre le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent/le financement du terrorisme (LBC/FT) des Etats membres de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine). Tous les Etats membres sont tenus d'adopter et de mettre en œuvre cette législation. Le Sénégal a été le premier pays de l'UEMOA à mettre en place le nouveau cadre juridique LBC/FT. Le Conseil régional de l'Épargne publique et des marchés financiers (CREPMF) est l'organe chargé du contrôle des marchés financiers au sein de l'UEMOA.

Le Sénégal a mis en place des procédures pour geler un compte ou d'autres biens appartenant à des personnes ou des organisations terroristes ou suspectées de l'être. L'Article 42 de la Loi 90-6 (1990) prévoit l'obligation pour les banques et les institutions financières d'informer la Banque centrale si une telle personne essaie d'ouvrir un compte. La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) font également circuler la liste adoptée par la Commission des Sanctions dans le cadre de la Résolution 1267/1989 (Al-Qaida) du Conseil de sécurité des Nations Unies aux institutions financières internationales.

Pour de plus amples informations sur le blanchiment d'argent et la criminalité financière, consulter le rapport intitulé *2014 International Narcotics Control Strategy Report (INCSR), Volume 2, Money Laundering and Financial Crimes*: <http://www.state.gov/j/inl/rls/nrcrpt/index.htm>.

Coopération régionale et internationale: Le Sénégal est membre de l'ONU, de l'UA, de la CEDEAO et de l'Organisation de la Coopération islamique (OCI). C'est également un participant actif du Groupe de travail sur le renforcement des capacités au Sahel (GCTF) et il a participé à l'atelier sur les questions transfrontalières au Sahel du GCTF organisé à Niamey, au Niger, en octobre 2013. Le même mois, le Sénégal et la France ont co-organisé à Dakar une réunion du Groupe de travail sur le renforcement des capacités locales au Sahel visant à renforcer la sensibilisation sur la menace terroriste au Sénégal et à discuter des priorités du gouvernement en matière de lutte contre le terrorisme. Le Sénégal est également signataire de la Déclaration de Rabat et a assisté à la Conférence de Rabat sur la sécurité des frontières en novembre 2013.

Lutte contre la radicalisation vers la violence et l'extrémisme violent : Le Sénégal est un pays qui est traditionnellement résistant à l'extrémisme violent en raison de sa base religieuse mystique soufie. Il y a une opposition culturelle à l'intolérance et au radicalisme. Le Sénégal est organisé autour de plusieurs confréries influentes qui sont tolérantes et ne prêchent pas d'idéologie extrémiste violente dans l'ensemble. Ces confréries sont également plutôt résistantes aux influences extérieures. Le gouvernement du Sénégal a continué son travail de rapprochement auprès des confréries afin de renforcer les partenariats et de lutter contre les messages d'extrémisme violent et le recrutement dans leurs rangs.